

Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour la Justice Climatique

NOTE DE COUVERTURE

Cette déclaration a été préparée par le Groupe de Référence sur la Justice Climatique de l'Alliance ACT, avec les contributions du Forum ACT Europe, des contributions substantielles du Forum du Zimbabwe et du Forum régional Pacifique, Australie et Nouvelle-Zélande, du Groupe de Plaidoyer et de Politique et de l'équipe de plaidoyer du Secrétariat. Le document se concentre principalement sur les impacts disproportionnés du changement climatique sur les communautés marginalisées et plaide en faveur d'une action climatique équitable, en reconnaissant les responsabilités historiques des pays industrialisés et la nécessité de changements structurels pour atteindre la justice climatique.

SUJET

La crise climatique actuelle représente une menace urgente et sans précédent pour les communautés du monde entier. Elle va au-delà d'un simple problème environnemental, posant de profonds défis en matière de développement, sociaux et moraux, dont les impacts affectent de manière disproportionnée les communautés marginalisées—en raison de leurs revenus, de leur race, de leur sexe, de leur âge, de leurs capacités ou de leur religion—qui souffrent le plus malgré le fait qu'elles contribuent le moins à la crise. Ces groupes manquent souvent des ressources nécessaires pour faire face aux événements liés au climat, ce qui entraîne une pauvreté accrue et une exclusion sociale, et ils sont fréquemment exclus des processus décisionnels, amplifiant encore leur vulnérabilité. Malgré des initiatives mondiales comme l'Accord de Paris visant à limiter l'augmentation de la température mondiale, la mise en œuvre a été inégale et le soutien pour les plus touchés a été insuffisant. En tant qu'alliance motivée par la foi et fondée sur les droits, l'Alliance ACT reconnaît notre devoir de prendre soin de la Création. Pour atteindre la justice climatique, il est nécessaire de traiter les déséquilibres historiques et structurels entre les pays développés et en développement. Cela implique de s'assurer que les nations industrialisées assument leurs responsabilités historiques en mobilisant et en transférant des ressources, des technologies et des financements vers les pays vulnérables.

DÉCLARATION

Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour la Justice Climatique

La crise climatique actuelle représente une menace urgente et sans précédent pour les communautés du monde entier. Les preuves scientifiques montrent clairement que les activités humaines, en particulier celles basées sur les combustibles fossiles, sont les principaux moteurs du changement climatique, entraînant une augmentation des températures mondiales, des événements climatiques extrêmes, la perte de biodiversité et l'élévation du niveau de la mer. Si ces tendances se poursuivent sans contrôle, les impacts deviendront encore plus graves, répandus et irréversibles. Les communautés du monde entier font déjà face à des menaces croissantes dues à la sécheresse, aux inondations, aux incendies de forêt et à d'autres événements météorologiques extrêmes, qui mettent en péril leurs vies et leurs moyens de subsistance. Ces changements menacent également la réalisation de droits humains fondamentaux, tels que l'accès à un environnement sain, propre et durable — y compris l'accès à de l'eau potable et la sécurité alimentaire — et le droit à l'autodétermination. Le changement climatique n'est donc pas seulement une question environnementale, mais un défi profond en matière de développement, social et moral qui exige une action urgente et collective.

Le changement climatique affecte tout le monde, mais ses impacts sont profondément inégaux. Les communautés pauvres et vulnérables, ainsi que les groupes marginalisés, subissent de plein fouet la crise, malgré le fait qu'elles y aient contribué le moins. Ces communautés manquent souvent des ressources nécessaires pour faire face aux événements liés au climat, ce qui entraîne une pauvreté accrue, une exclusion sociale et une aggravation des inégalités, tant au sein des sociétés qu'entre elles. Leur exclusion des processus décisionnels aggrave encore leur vulnérabilité, car elles sont souvent écartées de l'élaboration des politiques climatiques qui affectent directement leur vie. Les femmes et les filles, dans toute leur diversité, font face à des défis supplémentaires et spécifiques. Les inégalités structurelles, telles que la division genrée du travail et l'accès restreint à la terre, aux financements et à la prise de décision, limitent considérablement leur capacité à diriger et à participer de manière significative à l'action climatique. Un accent malsain sur le développement économique et le profit pour quelques-uns, plutôt que sur le bien-être de nombreux, a encouragé les industries extractives qui mènent à de nouvelles crises environnementales et exacerbent les impacts du changement climatique.

En réponse à cette urgence, des efforts mondiaux comme l'Accord de Paris ont fixé des objectifs ambitieux pour limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 1,5 degré Celsius et renforcer les capacités d'adaptation, y compris la réponse aux pertes et dommages. Cependant, la mise en œuvre de ces objectifs a été inégale, et le soutien financier et technologique nécessaire n'a pas atteint de manière adéquate les communautés qui en ont le plus besoin. L'écart entre les engagements et les actions, les promesses de financement et leur

mise en œuvre, reste significatif, les pays développés échouant à remplir leurs responsabilités historiques envers les pays en développement. En conséquence, les populations les plus vulnérables continuent de faire face à des menaces croissantes sans les ressources nécessaires pour s'adapter ou se remettre des dommages causés par le climat.

Atteindre la justice climatique nécessite d'identifier et de remettre en question les causes profondes du changement climatique, tant structurelles que systémiques. Les contributions au changement climatique ne sont pas égales — et ses impacts ne le sont pas non plus. Atteindre la justice climatique exige que les pays industrialisés répondent à leurs responsabilités historiques et mobilisent et transfèrent des ressources, des technologies et des financements vers les pays les plus vulnérables afin de leur permettre de s'adapter, d'atténuer et de contrer les pertes et dommages. Dans le même temps, cela nécessite que les pays les plus vulnérables se concentrent sur la protection de leurs populations et communautés les plus à risque. Enfin, la justice climatique ne sera pas atteinte sans s'attaquer aux problèmes structurels et systémiques liés à notre système économique mondial profondément déséquilibré et insoutenable basé sur les combustibles fossiles.

Comme chaque vie est un don de Dieu et que toutes les formes de Création ont une valeur intrinsèque qui mérite dignité et respect, le changement climatique représente une grave menace pour la Création que nous, en tant qu'alliance motivée par la foi, devons aborder avec une grande sérieux et responsabilité. Le changement climatique est également un multiplicateur de menaces et a des implications pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et la réalisation des droits humains, exacerbant ainsi davantage les inégalités et élargissant le fossé de la pauvreté.

Engagements et Recommandations

Pour l'Alliance ACT, affronter le changement climatique n'est pas seulement un défi environnemental, mais aussi une question de développement qui nécessite que les responsabilités historiques soient reconnues et prises en compte. Par conséquent, inspirés par notre foi et guidés par notre désir et notre quête de justice pour les personnes les plus vulnérables du monde, nous, en tant qu'Alliance ACT, nous engageons à :

- **Adopter une approche centrée sur les droits humains pour s'attaquer au changement climatique** dans nos efforts de plaidoyer, de politique et de programmation.
- **Soutenir des transitions justes, l'adaptation, la résilience, ainsi que les actions relatives aux pertes et dommages** pour promouvoir de meilleures conditions pour toutes les personnes et la réalisation des droits humains, en assurant la stabilité et l'espoir pour l'avenir. Nous plaidons également pour limiter l'augmentation de la

température mondiale à moins de 1,5 degré Celsius et réduire notre propre empreinte carbone.

- **Reconnaître le rôle crucial des femmes et des filles, dans toute leur diversité, dans la gestion de l'urgence climatique** et promouvoir une approche de justice de genre intersectionnelle pour soutenir leur expérience, leurs perspectives et leurs compétences dans la construction de la résilience climatique et de la durabilité.
- **Aller au-delà des actions climatiques sensibles au genre** pour adopter des actions climatiques transformantes qui s'attaquent aux causes profondes de la discrimination de genre et transforment les normes sociales qui exacerbent les inégalités de genre et augmentent la vulnérabilité climatique.
- **Mettre au centre du débat climatique un financement climatique adéquat et accessible, juste et réactif aux réalités fiscales des nations vulnérables**, assurant que le soutien atteigne les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables—un principe fondamental qui guide notre travail.
- **Appeler à la suppression des combustibles fossiles et au désinvestissement des énergies fossiles.** Nous soutiendrons les initiatives mondiales visant à mettre fin à l'expansion des combustibles fossiles et à faire avancer des efforts de transition soutenus de manière juste, tels que le traité sur la non-prolifération des combustibles fossiles.
- **Continuer à mettre en avant les actions climatiques de nos membres qui renforcent la résilience et protègent les moyens de subsistance**, comme soutenir la capacité des communautés à s'adapter aux conditions changeantes, améliorer les infrastructures pour résister aux changements environnementaux, aux risques climatiques et aux catastrophes, et favoriser des solutions communautaires, transformantes, pratiques, tangibles et dirigées localement.
- **Soutenir des pratiques agricoles durables qui améliorent l'adaptation et la résilience face au changement climatique**, qui pose des défis significatifs à la qualité, à la productivité agricole et à la sécurité alimentaire. Cela inclut la diversification des cultures, l'adoption de pratiques agricoles adaptatives améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau, ainsi que le soutien complet aux petits agriculteurs et la valorisation de leur expertise et de leurs connaissances.
- **Promouvoir des sources d'énergie renouvelables justes et équitables, la souveraineté énergétique, la construction d'infrastructures énergétiques renouvelables résilientes, et des solutions énergétiques décentralisées rentables** adaptées à ceux des zones éloignées qui sont souvent les plus défavorisés.

De plus, nous appelons les gouvernements nationaux et les organisations internationales à :

- **Garder l'objectif de 1,5 degré Celsius vivant** en s'accordant sur l'abandon des combustibles fossiles et le désinvestissement de la prolifération des combustibles fossiles, en réalisant des engagements ambitieux de réduction des émissions et en prenant les devants pour utiliser les ressources maximales disponibles pour le faire de manière adéquate, équitable et en temps voulu, tout en reconnaissant le principe des responsabilités communes mais différenciées.
- **S'engager à une action climatique fondée sur les droits humains, y compris des actions pour faire progresser la justice de genre**, afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte.
- **S'assurer que la transition vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au climat soit juste et adaptée aux circonstances de chaque pays**, avec des solutions financières et technologiques éthiques guidant la transition. Tous les gouvernements nationaux doivent assumer la responsabilité de veiller à ce que leurs pays entreprennent des actions de transition qui profitent aux populations en réalisant les droits humains, en améliorant la résilience économique, en créant des emplois et en renforçant la sécurité alimentaire et énergétique. Cependant, les nations développées en particulier doivent montrer l'exemple en réduisant les émissions et en mettant fin à la prolifération des combustibles fossiles, en évitant les mesures réglementaires unilatérales nuisibles, et en fournissant un soutien essentiel aux pays vulnérables dans leurs efforts de transition.
- **Aborder le changement climatique et la mobilité humaine de manière holistique** en garantissant un mouvement volontaire et en le liant à des voies migratoires sûres et régulières. Des politiques cohérentes à travers les secteurs de la migration, de l'humanitaire et du développement doivent répondre aux droits, besoins et aspirations des personnes en déplacement, y compris celles qui souhaitent rester chez elles.

Une majorité de l'assemblée s'est déclarée d'accord avec les opinions exprimées dans cette déclaration.

Bien que de nombreux membres d'ACT soient d'accord avec la déclaration publique, certains membres ont exprimé des points de vue divergents sur le contenu ou le ton. Leur décision reflète les diverses perspectives au sein de notre alliance, et nous respectons leur choix de s'abstenir ou de voter contre. Comme toujours, nous valorisons le dialogue collectif et encourageons la poursuite des discussions sur le sujet, reconnaissant la force de notre unité dans la diversité.